

PRÉFECTURE DU NORD

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
Réf. D.A.G.E./3 - FF**

**ARRETE PREFECTORAL autorisant la SA
TERCHARNOR à exploiter une installation de transit
et de traitement de schistes rouges et noirs provenant
de l'exploitation d'un lavoir de houille à Pecquencourt
et Rieulay**

**LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-DE-
CALAIS, PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU
MERITE**

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié le 16 janvier 2002, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 93-245 du 25 février 1993 relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques,

Vu la nomenclature des installations classées modifiée le 30 avril 2002,

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié le 18 décembre 2003 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié le 24 janvier 2001, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 6 février 1989 autorisant la S.A. TERCHARNOR à exploiter un lavoir de houille à Rieulay,

Vu le dossier de notification d'arrêt définitif du 30 octobre 2003 d'une partie des installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 6 février 1989,

Vu la demande du 28 mars 2003 complétée les 10 juin et 1^{er} décembre 2003, par laquelle la S.A. TERCHARNOR sollicite l'autorisation d'exploiter pendant 5 ans une installation de transit et de traitement par concassage-criblage de schistes rouges et noirs, située sur le territoire des communes de Pecquencourt et Rieulay sur une superficie d'autorisation de 22,7 ha,

Vu les plans, documents et renseignements ainsi que l'étude d'impact joints à la demande précitée,

Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2003 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique du 26 août au 26 septembre 2003,

Vu les observations et avis exprimés lors de l'enquête publique,

Vu le rapport du commissaire-enquêteur du 9 octobre 2003,

Vu les avis exprimés au cours de l'enquête administrative,

Vu l'avis du conseil municipal de Pecquencourt,

Le pétitionnaire entendu,

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Nord Pas-de-Calais du 01 juin 2004,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 20 juillet 2004,

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : PORTEE DE L'AUTORISATION

A. – Activités autorisées

1.1.1. Classement

La S.A. TERCHARNOR, dont le siège social est situé Terril 144 59870 RIEULAY, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de Pecquencourt et Rieulay sur le site du terril de schistes miniers n° 144 de Rieulay, les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées :

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	A, D ou N.C.
1 - Station de transit de produits minéraux solides, la capacité de stockage étant > 75 000 m ³	Dépôt de schistes noirs et rouges résultant du stockage des stériles du lavoir de houille précédemment exploité sur le site	Dépôt : 917 000 m ³ 1,65 Mt Production : 330 000 m ³ /an 600 000 t/an totale 1,65 Mt	2517-1	A
2 - Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant > 200 kW	Installations de concassage-criblage de schistes noirs et rouges	Puissance installée de 215 kW et capacité de traitement de 600 000 t/an	2515-1	A
3 - Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale < 10 m ³	Une cuve aérienne double paroi de fioul sur cuvette de rétention	Total 45 m ³ Ceq 9 m ³ (45/5)	1432-2-b 1430	NC

4 - Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables pour le chargement de véhicules-citernes, le remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs de véhicules à moteur, le débit maximum équivalent pour les liquides de coefficient 1 étant $< 1 \text{ m}^3/\text{h}$	Pompe électrique de distribution de fioul	Débit $3 \text{ m}^3/\text{h}$ Deq $0,6 \text{ m}^3/\text{h}$ (3/5)	1434-1-b 1430	NC
5 - Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa , de fluides autres qu'inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant $< 50 \text{ kW}$	Compression d'air	22 kW	2920-2	NC
6 - Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie, la surface de l'atelier étant $< 500 \text{ m}^2$	Atelier de réparation et d'entretien d'engins de chantier	400 m^2	2930-1	NC

A : Autorisation
D : Déclaration
N.C. : Non classé

1.1.2. Renouvellement de l'autorisation d'exploitation

Le présent arrêté vaut renouvellement d'autorisation d'exploitation des dépôts de stériles du lavoir autorisé par l'arrêté préfectoral du 6 février 1989, à l'intérieur du périmètre d'autorisation défini à l'article 1.1.4 ci-dessous. En particulier, la remise en état de cette zone sera achevée selon les prescriptions du présent arrêté dans le délai de 5 ans fixé à l'article 1.1.6 ci-dessous.

1.1.3. Volumes autorisés

Les tonnages maximaux annuels autorisés sont pour les schistes noirs et rouges de :

600 000 t/an pour l'extraction (enlèvement du dépôt de matériaux),
600.000 t/an pour le traitement des matériaux extraits dans l'installation de concassage-criblage.

Le volume maximal extrait autorisé des matériaux est de $917\,000 \text{ m}^3$ sur la durée de l'autorisation.

1.1.4. Périmètre d'autorisation et d'extraction

1.1.4.1. L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre PA constitué des parcelles :

Section A sur la commune de Pecquencourt, 698 à 702, 706, 707, 748, 1895, 1896* p, 2056*, 2058*, 2061*, 2064*, 2067*, 2070*, 2073*, 2075*, 2078*, 2080*, 2082*, 2084*, 2086*,
Section A sur la commune de Rieulay, 341p, 631p, 668p, 712p, 735p, 766*
(p : pour partie, * : parcelles faisant l'objet d'une modification en cours du parcellaire cadastral).

La superficie résultant de ce périmètre d'autorisation est de 21 ha 50 a 32 ca. Ce périmètre est repéré par les sommets A à Z et AA à AR figurant sur le plan joint au 1/2500 qui constitue l'annexe 1 au présent arrêté.

1.1.4.2. A l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction PE porte sur les parcelles :

Section A sur la commune de Pecquencourt, 698 à 702, 706, 707, 748, 1895, 2056*, 2058*, 2073*, 2075*, 2080*, 2082*, 2084*, 2086*

Section A sur la commune de Rieulay, 712p et 766*.

La superficie résultant de ce périmètre d'extraction est de 17 ha 54 a 25 ca. Ce périmètre est repéré par les sommets 1 à 32 figurant sur le plan au 1/2500 en annexe 1.

La répartition des surfaces d'autorisation et d'extraction sur les territoires des communes de Pecquencourt et Rieulay est définie par le tableau en annexe 2.

1.1.5. Dépôts de matériaux

Les dépôts de matériaux provenant des installations mobiles de concassage-criblage sont établis de façon à réduire l'impact visuel depuis les voies de circulation publiques et limiter les envois de poussières en dehors du périmètre d'autorisation.

1.1.6. Durée de l'autorisation

La durée de la présente autorisation qui inclut la remise en état du site est fixée à 5 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle porte uniquement sur l'enlèvement des dépôts de stériles résultant de l'exploitation du lavoir de houille autorisé par l'arrêté préfectoral du 6 février 1989. En particulier, l'exploitation des schistes miniers du terril 144 constituant l'assise de ces dépôts de stériles est interdite.

Le traitement ou le stockage de matériaux dont le gisement d'origine est extérieur au site délimité par le périmètre d'extraction défini au paragraphe 1.1.4.2. ci-dessus sont interdits.

L'extraction de matériaux pour la récupération de mixtes charbonneux ou l'utilisation de schistes en BTP, n'est plus réalisée à l'échéance d'un délai de 4 ans et 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

1.1.7. Méthode d'exploitation

L'extraction des matériaux et la reprise des différentes catégories de produits pour le chargement des véhicules de transport, sont réalisées au moyen d'engins mécaniques selon des fronts de taille d'une hauteur inférieure à la hauteur maximale d'action du godet de l'engin. Pendant l'extraction le front ne doit comporter aucun surplomb ni pente abrupte susceptible d'occasionner un éboulement en masse des matériaux. A la fin de la période journalière d'activité, les fronts de taille doivent être talutés selon un angle inférieur à 45° de façon à éviter tout risque d'éboulement ou de glissement de terrain.

L'avancement des gradins est réalisé de façon à maintenir des banquettes d'une largeur suffisante pour permettre l'évolution des engins en toute sécurité.

1.1.8. Remise en état

La remise en état du site dont les modalités sont définies à l'article 7 ci-dessous et le plan en annexe 3 du présent arrêté, comprend principalement l'aménagement :

- de plateaux entre les cotes + 21 à + 37 m NGF séparés par des talus à faible pente ;
- de cuvettes de faible profondeur permettant le développement d'une faune et d'une flore spécifiques aux zones humides.

Elle sera programmée et réalisée en concertation avec les Maires des communes de Pecquencourt et Rieulay, ainsi que le PNR Scarpe Escaut, et achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

1.2. – Activités connexes réglementées

L'exploitant est en outre tenu au respect des prescriptions du présent arrêté qui réglementent les installations et équipements suivants :

- prélèvement d'eau dans la nappe superficielle,
- rejet d'effluents dans le sous-sol (eaux de ruissellement et eaux industrielles susceptibles d'être polluées par les hydrocarbures).

Article 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. – Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides, gazeux ou particuliers, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores, de puissances acoustiques et de relevés floristique et faunistique. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.2. – Respect des engagements

Sous réserve des prescriptions du présent arrêté et des dispositions réglementaires en vigueur, les installations sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation ainsi qu'aux informations complémentaires et engagements fournis par le demandeur dans le cadre de l'instruction de cette demande.

2.3. – Dispositions du Code de l'Urbanisme, du Code Forestier et du Code de l'Environnement

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations classées visées à l'article 1.1 ; ces ouvrages et édifices restent soumis aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Elle ne vaut pas non plus autorisation de défrichement ni autorisation de destruction d'espèces protégées au titre de l'article L 411-1 du Code de l'Environnement.

TITRE II – AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

Article 3 : BORNAGE

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer :

3.1. – des bornes ou autres dispositifs matériels en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre d'autorisation défini au paragraphe 1.1.4. ci-dessus. En particulier, le périmètre d'autorisation doit être matérialisé par une clôture de 1,5 m de hauteur au niveau des zones dangereuses constituées par les zones d'extraction, de traitement, de stockage, les installations et les voies de circulation des engins. En cas d'impossibilité, l'interdiction d'accès et les dangers sont signalés par des panneaux.

3.2. – un piquetage matérialisant la limite du périmètre d'extraction PE défini au paragraphe 1.1.4. ci-dessus, au niveau des zones en cours d'extraction.

3.3. – 1 borne de nivellement permettant le relevé des cotes NGF du site.

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces dispositifs et assure si nécessaire leur réimplantation ou remise en état, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 4 : ACCES A LA VOIRIE PUBLIQUE ET SIGNALISATION ROUTIERE

L'accès des véhicules de transport au GR 121 est aménagé et signalé en accord avec le Conseil Général de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. En particulier un panneau STOP et une bande blanche sont implantés au niveau de l'intersection de la piste et du GR 121, le danger est signalé par des panneaux "SORTIE DE CAMIONS" et la vitesse est limitée à 50 km/h sur le GR 121 au niveau de l'accès.

TITRE III – CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 5 : INTEGRATION PAYSAGERE

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour réduire l'impact visuel et intégrer le site dans son environnement. En particulier, des merlons d'une hauteur minimale de 2 m sont aménagés aux endroits appropriés, notamment autour des installations mobiles de concassage-criblage.

Article 6 : EXTRACTION

L'extraction des matériaux est limitée aux dépôts de stériles issus du fonctionnement du lavoir de houille autorisé par l'arrêté préfectoral du 6 février 1989. L'exploitation des schistes du terril 144 constituant l'assise des dépôts est interdite.

Article 7 : ETAT FINAL

7.1. – Elimination des produits polluants en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés par des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe à l'exploitant de justifier de ces conditions de valorisation et/ou d'élimination.

7.2. – Remise en état

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Ces dispositions sont établies en cohérence avec le projet de vocation de l'ensemble du site minier sur les aspects écologiques, paysagers et sur la préservation de la ressource en eau.

Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux ne doit plus être réalisée six mois au moins avant cette échéance.

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact et du plan en annexe 3, la remise en état comporte les principales dispositions suivantes :

7.2.1. l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site

7.2.2. la conservation de la végétation extérieure au périmètre d'extraction

7.2.3. le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site

7.2.4. l'aménagement de terrasses séparées par des talus de pente inférieure à 30° et de dépressions de faible profondeur permettant l'installation de zones humides.

7.3. – Dépôt de matériaux extérieurs

L'apport de matériaux extérieurs et en particulier de déblais de chantiers du BTP est interdit pendant la durée de l'autorisation. Seuls les matériaux du site sont utilisables pour la remise en état.

TITRE IV - SECURITE DU PUBLIC

Article 8 : CLOTURES ET ACCES

Durant les heures d'activité, les accès aux installations sont contrôlés. En dehors des heures ouvrées, ces accès sont interdits par des dispositifs matériels et le site fait l'objet d'un gardiennage permanent.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux installations et fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Pour le bassin de pompage dans la nappe superficielle et les autres zones humides dangereuses, les risques d'enlèvement et de noyade sont signalés par un nombre suffisant de panneaux.

Article 9 : ELOIGNEMENT DES EXCAVATIONS

Les bords supérieurs des fronts de taille et talus résultant de l'excavation des matériaux sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

TITRE V – PLAN

Article 10 : PLAN D'EXPLOITATION

L'exploitant doit disposer d'un plan topographique du site et de son environnement, d'une échelle adaptée à sa superficie, mis à jour au moins une fois par an.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites des périmètres PA et PE définis au paragraphe 1.1.4. ci-avant, ainsi que l'environnement du PA dans un rayon d'au moins 50 m ;
- les bords de la fouille, des talus, merlons et dépôts, ainsi que les fossés, points d'eau et zones humides ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs ;
- les pistes, voies de circulation et aires de stationnement ;

- les installations fixes et mobiles de toute nature : traitement des matériaux, atelier, dépôt de liquide inflammable, bascule, locaux, traitements des eaux... ;

Ce plan est transmis à l'inspection des installations classées.

TITRE VI – PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 11 : LIMITATION DES POLLUTIONS

Les dépôts et les installations de premier traitement des matériaux sont exploités et remis en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues pour réduire les nuisances sonores et vibratoires, et éviter l'accumulation d'eau et de boue ainsi que l'émission de poussières par temps sec.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. A cet effet et en tant que de besoin, les roues et châssis des véhicules sont nettoyés et leur chargement doit être bâché ou humidifié.

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1.1.4 doit être réalisé dans le respect des limites de poids total autorisé en charge (PTAC) et poids total roulant autorisé (PTRA) fixées par le Code de la Route.

CHAPITRE VI.1. – PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

Article 12 : LIMITATION DU PRELEVEMENT D'EAU

12.1. – Prélèvement d'eau au milieu naturel

L'eau utilisée dans l'établissement pour les usages domestiques et le lavage des véhicules provient du réseau public de distribution d'eau potable.

L'eau nécessaire pour le nettoyage des pistes en enrobés ainsi que l'humidification des sources de poussières (arrosage des pistes, stock, chantier d'extraction...) est prélevée dans la nappe superficielle par l'intermédiaire d'un bassin de pompage creusé dans le sol.

Article 13 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

13.1. – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou du sol. En particulier, une réserve de produits absorbants (sciure ou sable sec) et de tissus spéciaux est disponible en permanence.

13.2. – Exploitation des engins de chantier

13.2.1. Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur des aires étanches entourées par un caniveau et reliées à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux sont recyclées ou rejetées dans le réseau d'évacuation après traitement par un séparateur à hydrocarbures disposé au plus près de la source de pollution.

13.2.2. Le ravitaillement sur place des véhicules lents à chenilles, des installations mobiles et du groupe électrogène, doit être réalisé selon une procédure de l'exploitant qui définit les conditions de transport et de transvasement du carburant pour éviter les pertes ou récupérer le carburant en cas d'accident ou de débordement.

13.3. – Stockage de produits polluants

13.3.1. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés.

13.3.2. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

13.3.3. La capacité de rétention ne peut pas être vidangée gravitairement ou par pompe à fonctionnement automatique. Les eaux pluviales qui présentent des traces d'hydrocarbures doivent être traitées avant leur rejet par un séparateur.

13.3.4. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Article 14 : REJET D'EAUX DANS LE MILIEU NATUREL

14.1. – Eau d'exhaure

Le rabattement de la nappe superficielle est strictement limité au volume nécessaire pour lutter contre l'émission de poussières. En particulier, le rejet d'eau d'exhaure pour l'exploitation à sec des matériaux au niveau de l'assise des dépôts est interdit.

14.2. – Effluents des installations

Les eaux de lavage des engins et des véhicules de transport, des aires d'entretien et de ravitaillement, sont traitées avant rejet dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales afin de respecter les prescriptions suivantes :

- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90114).

Ces normes sont applicables en sortie des séparateurs à hydrocarbures disposés au plus près des sources de pollution sur des échantillons instantanés non décantés.

14.3. – Eaux pluviales

14.3.1. Les eaux pluviales non polluées du site et les eaux traitées sont canalisées et rejetées dans le fossé d'évacuation raccordé au lac des Argales. Une vanne (ou tout autre dispositif équivalent), est aménagée au point le plus éloigné du périmètre d'autorisation de façon à contenir le rejet d'eaux polluées en cas d'accident.

14.3.2. Les eaux de ce fossé sont traitées en tant que de besoin, de façon à respecter sur prélèvement instantané non décanté au niveau du périmètre d'autorisation, les prescriptions du paragraphe 14.2 ci-dessus, ainsi que les prescriptions complémentaires suivantes :

- la température de l'effluent rejeté est inférieure à 30° C et le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- la modification de couleur du lac des Argales, mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l,
- la concentration en matières en suspension totales (MEST) est inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90105).

14.3.3. L'eau rejetée ne doit pas comporter :

- de substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables de nuire directement ou indirectement d'une part, à la faune et à la flore, et d'autre part, à la qualité de l'eau du lac des Argales ;
- provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

14.4. – Eaux vannes et domestiques

Ces effluents sont traités et évacués conformément à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 6 mai 1996 modifié le 4 décembre 1996 - assainissement non collectif).

Article 15 : SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES EAUX

15.1. – Points de prélèvement

Un point de prélèvement d'échantillon représentatif de la qualité de l'effluent, doit être aménagé :

- en sortie des dispositifs de traitement des aires de ravitaillement, d'entretien et de lavage des engins ;
- dans le fossé d'évacuation des eaux pluviales et des effluents traités au niveau du périmètre d'autorisation.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

15.2. - Fréquence des mesures et analyses

L'exploitant définit un programme de surveillance de la qualité des effluents des dispositifs de traitement et de l'eau rejetée vers le lac des Argales, adapté au risque de pollution accidentelle des eaux.

Ce programme comprend au moins la détermination annuelle des concentrations et paramètres visés aux articles 14.3.1 et 14.3.2 ci-dessus, complétée pour l'émissaire d'évacuation des eaux par la concentration en sulfates et chlorures.

Les analyses d'eau sont effectuées aux frais de l'exploitant par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement. Les premiers contrôles sont réalisés dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté.

Les résultats des contrôles analysés et commentés sont adressés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, au service chargé de la police des eaux (DDAF) et à la DDASS. Ils sont accompagnés en tant que de besoin du descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

15.3. - Ajustement

En fonction des résultats obtenus et de leur évolution, l'inspection des installations classées pourra modifier la fréquence et la nature des prélèvements, mesures et analyses.

15.4. - Pollution des eaux de la nappe superficielle

En cas de constat d'une pollution des eaux rejetées ou d'une détérioration de la qualité de l'eau du lac des Argales, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

CHAPITRE VI.2. - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 16 : POLLUTION ATMOSPHERIQUE

16.1. - Principe

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières résultant de l'extraction, de la manipulation et du stockage des matériaux, ainsi que des transports. En particulier, les matériaux et pistes doivent être suffisamment humides pour éviter l'envol de poussières.

16.2. - Rejets

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm^3 (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température, 273 Kelvin et de pression, 101,3 kilopascals, après déduction de la vapeur d'eau, gaz sec).

16.3. – Combustion de schistes

Le brûlage de schistes noirs ainsi que toute opération visant à favoriser la combustion de matériaux ou l'extension d'un foyer existant sont interdits.

En cas de découverte d'une zone en combustion lors de l'extraction des schistes, cette zone doit être délimitée et isolée des schistes noirs pour éviter la propagation de la combustion. Toutes dispositions utiles seront prises pour réduire les émanations de gaz toxiques et odorants susceptibles d'incommoder le voisinage ou de constituer un risque pour le personnel.

16.4. – Réseau de surveillance des retombées de poussières

16.4.1. *Réseau de surveillance*

L'exploitant définit un programme de surveillance et d'analyse des retombées de poussières dans l'environnement, basé sur l'exploitation d'un réseau de 2 jauges OWEN (OW 1 et 2) implantées dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté selon le plan en annexe 1.

L'implantation et l'exploitation de ces jauges sont réalisées conformément à la norme NFX 43-006.

16.4.2. *Exploitation*

L'exploitation du réseau doit respecter les prescriptions suivantes :

- surveillance à intervalles n'excédant pas la semaine du maintien opérationnel des équipements ;
- réparation dans un délai maximal de 8 jours des dysfonctionnements constatés ;
- relevé simultané des 2 jauges selon une périodicité mensuelle (30 ± 2 jours) ;
- analyses des retombées portant sur la concentration en poussières totales, solubles et insolubles. Expression des résultats en grammes par m^2 et par mois (30 jours) ;
- analyse des concentrations et retombées intégrant les données météorologiques, d'exploitation et environnementales du mois concerné.

16.4.3. Transmission des résultats

L'exploitant transmet trimestriellement à l'inspection des installations classées un état récapitulatif et une analyse des résultats obtenus.

Cette analyse porte d'une part, sur les résultats du réseau, et d'autre part, sur leur évolution par jauge. Elle doit conclure sur l'impact de l'exploitation pour chaque mois ainsi que sur son évolution dans le temps, et comporter le cas échéant le descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 17 : PROTECTION CONTRE LA FOUDRE (arrêté ministériel du 28 janvier 1993)

17.1. - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'étude d'évaluation du risque de foudroiement et un état des dispositions prises pour assurer la sécurité des installations et du personnel.

17.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

17.3. - Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre est installé sur les installations. En cas d'absence de dispositif de protection ou d'impossibilité d'installer un tel comptage, celles-ci doivent être démontrées.

Article 18 : LUTTE CONTRE L'INCENDIE

18.1. - Accessibilité des secours extérieurs

Les bâtiments sont accessibles par une voie engin respectant les caractéristiques suivantes :

- largeur libre hors stationnement : 4 mètres ;
- force portante : 130 KN (40 KN sur l'essieu avant et 90 KN sur l'essieu arrière) ;
- rayon intérieur minimal : $R = 11$ mètres avec une surlargeur S égale à $15/R$ si $R < 50$ mètres ;
- hauteur libre : 3,50 mètres ;
- pente maximum : 15 % ;
- voie en cul de sac avec aire de retournement.

18.2. - Moyens de lutte contre l'incendie

18.2.1. Le site est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur, et en particulier :

- d'extincteurs à eau pulvérisée placés à l'intérieur des locaux, à raison d'un appareil de 6 l pour 200 m² de plancher,
- d'extincteurs pour feux électriques et d'hydrocarbures,

Le dépôt de fioul et l'installation de distribution sont notamment équipés de deux extincteurs pour hydrocarbures NF MIH 55B.

18.2.2. Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel est formé à leur utilisation.

La consigne en cas d'urgence et le plan de sécurité selon la norme NFS 60-303 sont affichés dans l'établissement.

18.2.3. Les installations électriques du dépôt et de l'installation de distribution de fioul sont réalisées, entretenues et vérifiées selon la réglementation en vigueur, et notamment l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

TITRE VII - ELIMINATION DES DECHETS

Article 19 : GESTION DES DECHETS

19.1. – Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément et stockées dans des conditions prévenant les risques de pollution (envois, infiltrations...). La capacité de stockage des huiles usagées est limitée à 400 l.

19.2. – Les déchets sont régulièrement éliminés ou valorisés dans des installations classées autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination ou d'une valorisation correcte. Les documents justificatifs sont conservés 3 ans.

Les déchets banals (bois, papier, verre, plastique, caoutchouc, etc...) et non contaminés par des substances toxiques ou polluantes peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

19.3. – Toute incinération de déchets à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation des installations classées, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

TITRE VIII – PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

Article 20 : CONSTRUCTION ET EXPLOITATION

L'exploitation est menée et les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement, y compris les transports des matériaux, ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 21 : VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du périmètre d'autorisation, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins mis pour la première fois en circulation à compter du 22 octobre 1989 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

Article 22 : APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Article 23 : NIVEAUX ACOUSTIQUES

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après et au plan en annexe 1 qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Points de mesure	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
NS1	60	Exploitation non autorisée
NS2	70	

Les émissions sonores de l'exploitation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A) Exploitation non autorisée
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A) Exploitation non autorisée

Article 24 : CONTROLES

24.1. – Contrôles particuliers

L'inspecteur des installations classées peut demander :

- que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant ;
- à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

24.2. – Contrôles périodiques

24.2.1. L'exploitant fait contrôler à ses frais tous les deux ans les niveaux sonores limites définis à l'article 24 ci-dessus aux points NS1 et NS2, et le cas échéant, le respect des émergences dans les zones réglementées. Ces mesures sont réalisées selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

24.2.2. La première campagne de contrôles est réalisée dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté.

24.2.3. L'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celles-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Des emplacements autres que les points NS1 et NS2 peuvent être définis de façon à préciser les niveaux sonores et apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, compte tenu de l'avancement de l'exploitation.

24.3. – Transmission des résultats

Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation. L'analyse doit porter sur la position des valeurs au regard des normes imposées et de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, ainsi que sur leur évolution en fonction de l'avancement de l'exploitation. Elle est accompagnée du descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées. En cas de dépassement des valeurs limites d'émergence la réduction du niveau sonore des installations doit être réalisée dans un délai maximal de trois mois et validée par une nouvelle campagne de contrôles.

TITRE IX – PRESCRIPTIONS PROPRES A CERTAINES ACTIVITES

Article 25 : DEPOT DE FUEL

La cuvette de rétention du dépôt de fuel est disposée à 6 m au moins de toute installation présentant un risque d'incendie. En particulier, tout dépôt de matières combustibles doit être situé à plus de 6 m de la cuvette et de l'aire de ravitaillement.

Les parois de la cuvette doivent présenter une stabilité au feu de degré 4 heures.

Le réservoir conforme à la norme NFM-88512 est fixé solidement de façon qu'il ne puisse pas se déplacer sous l'effet du vent et des eaux.

Il est interdit d'intercaler une tuyauterie flexible entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir de la pompe de distribution.

Le réservoir est équipé :

- d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume de liquide contenu,
- d'une canalisation de remplissage munie d'un raccord normalisé portant de façon apparente la capacité du réservoir et la nature du produit contenu,
- d'un tube d'évent d'une section supérieure ou égale à la moitié de la canalisation de remplissage ou de vidange, dont l'orifice doit être visible depuis le point de livraison,
- d'une vanne de piétement,
- d'une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Article 26 : INSTALLATION DE DISTRIBUTION DE FUEL

L'installation de distribution de fuel doit respecter les dispositions suivantes :

- le clapet du pistolet de distribution est maintenu en position ouverte par intervention manuelle continue sauf s'il est équipé d'un arrêt automatique permettant d'éviter le débordement du réservoir ;
- le matériel électrique de la pompe est de type 1 et l'éclairage est type 2 ;
- un sectionneur permettant la mise hors tension de l'installation est disposé et clairement signalé à un point facile d'accès en cas d'accident.

Article 27 : SIGNALISATION

Des panneaux signalent au niveau du dépôt et de l'installation de distribution :

- l'interdiction de fumer,
- l'obligation d'effectuer le remplissage des réservoirs moteur à l'arrêt,
- l'interdiction de fumer, d'apporter une flamme ou un point chaud et de déposer des matières ou matériels combustibles à proximité des installations.

TITRE X – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 28 : DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. En particulier, le droit de disposer des matériaux reste régi par les dispositions du Code Civil.

Article 29 : HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, en particulier :

- les installations électriques sont conformes aux normes et textes réglementaires en vigueur,
- le réseau d'eau chaude sanitaire est entretenu selon les bonnes pratiques développées dans la circulaire DGS du 24 avril 1997 relative à la surveillance et à la prévention de la légionellose.

Article 30 : DECLARATION DES ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Article 31 : MODIFICATION DU DOSSIER

Tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 32 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté doit être déclaré dans le mois qui suit leur prise en charge selon les dispositions de l'article 34 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 33 : ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation ou la fin de remise en état définitive des lieux, l'exploitant notifie au Préfet l'arrêt définitif de ses installations en joignant un dossier comprenant le plan topographique à jour des terrains, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et en particulier :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines,
- l'insertion du site dans son environnement,
- la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Ce mémoire comporte des photographies représentatives dont au moins une photographie aérienne à la verticale du site, et le descriptif des dispositions prises pour le respect des prescriptions du présent arrêté.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant, l'arrêt définitif d'une partie de son site autorisé lorsqu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

Article 34 : SANCTIONS

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues par le Code de l'Environnement (Livre V – Titre I).

En particulier, toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement.

Article 35 : ABROGATION

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 février 1989 autorisant l'exploitation d'un lavoir de houille sur le site du terril 144 sont annulées et remplacées par celles du présent arrêté pour la partie du site délimitée par le périmètre d'autorisation défini à l'article 1.1.4 ci-dessus.

Article 36 : PUBLICITE

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire. Une copie est déposée dans les Mairies de Pecquencourt et Rieulay pour y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché dans les Mairies de Pecquencourt et Rieulay ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins des Maires.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 37 : VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

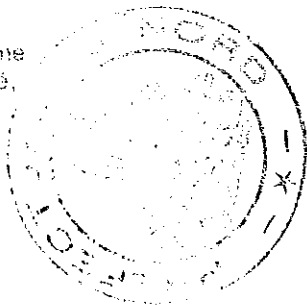
Article 38 : EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, Messieurs les Maires de Pecquencourt et Rieulay, Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Douai, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Architecture, Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Equipement, de l'Agriculture et de la Forêt, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, ainsi que Monsieur le Président du PNR Scarpe Escaut.

Fait à LILLE, le 17 AOUT 2004

Pour copie conforme
Le Chef de Bureau Délégué,

Fabrice FALVO



LE PREFET,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint

Jules-Armand ANIAMBOSSOU

Annexe 2 à l'arrêté préfectoral du

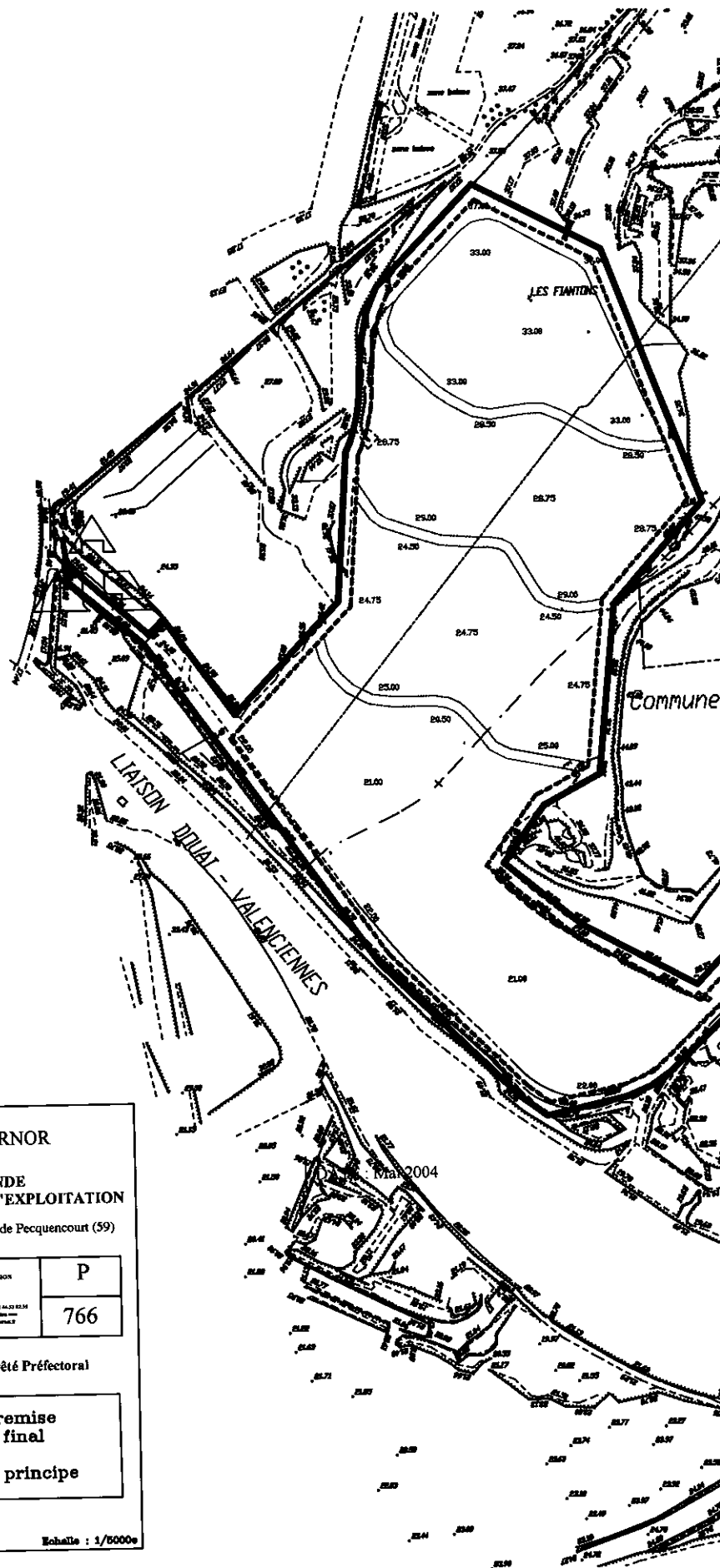
117 400 000

S.A. TERCHARNOR – Installation de transit et de traitement de schistes rouges et noirs Répartition des surfaces d'autorisation et d'extraction

Commune	Parcelle Section A	Superficie dans l'emprise de l'autorisation (PA)	Superficie vouée à l'exploitation (PE)
Pecquencourt	1895	0 ha 94 a 84 ca	0 ha 93 a 58 ca
Pecquencourt	2056*	0 ha 49 a 67 ca	0 ha 44 a 60 ca
Pecquencourt	2058*	0 ha 21 a 60 ca	0 ha 05 a 71 ca
Pecquencourt	2061*	0 ha 09 a 81 ca	-
Pecquencourt	2064*	0 ha 08 a 32 ca	-
Pecquencourt	2067*	0 ha 03 a 49 ca	-
Pecquencourt	2070*	0 ha 03 a 50 ca	-
Pecquencourt	698	0 ha 07 a 15 ca	0 ha 07 a 15 ca
Pecquencourt	699	0 ha 09 a 90 ca	0 ha 09 a 90 ca
Pecquencourt	700	0 ha 16 a 20 ca	0 ha 16 a 20 ca
Pecquencourt	701	0 ha 37 a 90 ca	0 ha 37 a 90 ca
Pecquencourt	702	0 ha 34 a 50 ca	0 ha 34 a 50 ca
Pecquencourt	706	0 ha 12 a 63 ca	0 ha 12 a 63 ca
Pecquencourt	707	0 ha 23 a 40 ca	0 ha 23 a 40 ca
Pecquencourt	748	1 ha 78 a 20 ca	1 ha 77 a 31 ca
Pecquencourt	2073*	0 ha 12 a 71 ca	0 ha 05 a 93 ca
Pecquencourt	2075*	2 ha 30 a 57 ca	1 ha 97 a 16 ca
Pecquencourt	2078*	0 ha 00 a 19 ca	-
Pecquencourt	2080*	0 ha 17 a 40 ca	0 ha 08 a 28 ca
Pecquencourt	2082*	1 ha 48 a 60 ca	1 ha 33 a 08 ca
Pecquencourt	2084*	0 ha 91 a 49 ca	0 ha 77 a 20 ca
Pecquencourt	2086*	0 ha 31a 52 ca	0 ha 26 a 55 ca
Pecquencourt	1896 p	0 ha 01a 23 ca	-
Superficie totale sur Pecquencourt		10 ha 44a 82 ca	9 ha 11a 08 ca
Rieulay	766*	9 ha 27 a 21 ca	7 ha 31 a 37 ca
Rieulay	341 p	0 ha 19 a 26 ca	-
Rieulay	735 p	0 ha 08a 03 ca	-
Rieulay	631 p	0 ha 03a 20 ca	-
Rieulay	668 p	0 ha 04a 79 ca	-
Rieulay	712 p	1 ha 43a 01 ca	1 ha 11 a 80 ca
Superficie totale sur Rieulay		11 ha 05 a 50 ca	8 ha 43a 17 ca
Superficie totale du projet		21 ha 50 a 32 ca	17 ha 54 a 25 ca

(pp = pour partie)

(*) : parcelles faisant l'objet d'une modification du parcellaire cadastral.



TERCHARNOR

**DEMANDE
D'AUTORISATION D'EXPLOITATION**

Communes de Rieulay et de Pecquencourt (59)



GROUPE GEOMERON

13, rue de l'Éclair
59100 LILLE
Tél : 03 20 22 82 80 Fax : 03 20 22 82 81
E-mail : g-geomeron@orange.fr
www.geomeron.com

P

766

ANNEXE 3 de l'Arrêté Préfectoral

**Plan de remise
en état final**

Schéma de principe

Mai 2004

Echelle : 1/5000e